

**Groupement hospitalier de territoire
Sud Yonne Haut Nivernais**

Convention cadre

SOMMAIRE

RAPPEL DES REFERENCES JURIDIQUES - VISAS	3
PARTIE I : PROJET MEDICAL PARTAGE ET PROJET DE SOINS PARTAGE DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	4
Titre 1. ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PROJET MEDICAL PARTAGE	4
PARTIE II : FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	4
Titre 1. CONSTITUTION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	4
A. COMPOSITION	4
B. DENOMINATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	5
C. OBJET DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	5
D. DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT SUPPORT	5
E. DROITS ET OBLIGATIONS DES ETABLISSEMENTS PARTIES	6
Titre 2. ASSOCIATIONS ET PARTENARIATS DES ETABLISSEMENTS OU SERVICES AU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	6
Titre 3. GOUVERNANCE	6
A. COMITE STRATEGIQUE	6
B. INSTANCE MEDICALE COMMUNE	7
C. INSTANCE COMMUNE DES USAGERS	8
D. COMMISSION DES SOINS INFIRMIERS, DE REEDUCATION ET MEDICO-TECHNIQUES DE GROUPEMENT	8
E. COMITE TERRITORIAL DES ELUS LOCAUX	9
F. CONFERENCE TERRITORIALE DE DIALOGUE SOCIAL	9
Titre 4. FONCTIONNEMENT	9
Titre 5. PROCEDURE DE CONCILIATION	10
Titre 6. EVOLUTION DE LA CONVENTION	10
Titre 7. COMMUNICATION DES INFORMATIONS	10
Titre 8. DUREE ET RECONDUCTION	10

RAPPEL DES REFERENCES JURIDIQUES - VISAS

Vu les articles L 6132-1 à L 6132-6 du code de la Santé Publique instituant les groupements hospitaliers de territoire,

Vu le décret d'application n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire,

Vu l'arrêté portant adoption du projet régional de santé, notamment le schéma régional d'organisation des soins de Bourgogne Franche Comté,

Vu les délibérations adoptées dans les mêmes termes des Conseils de Surveillance des Centres Hospitaliers d'Auxerre, d'Avallon, de Clamecy et du Tonnerrois, et du Centre Hospitalier Spécialisé de l'Yonne,

Vu les délibérations adoptées dans les mêmes termes des Conseils d'Administration de la Polyclinique Ste Marguerite et de la Maison Départementale de Retraite de l'Yonne,

Vu les décisions des Directoires des Centres Hospitaliers d'Auxerre, d'Avallon, de Clamecy et du Tonnerrois, du Centre Hospitalier Spécialisé de l'Yonne et de la Polyclinique Ste Marguerite,

Vu les avis des Commissions Médicales d'Etablissement des Centres Hospitaliers d'Auxerre, d'Avallon, de Clamecy et du Tonnerrois, du Centre Hospitalier Spécialisé de l'Yonne et de la Polyclinique Ste Marguerite,

Vu les avis des Commissions des Soins Infirmiers; de Rééducation et MédicoTechniques des Centres Hospitaliers d'Auxerre, d'Avallon, de Clamecy et du Tonnerrois, du Centre Hospitalier Spécialisé de l'Yonn et de la Polyclinique Ste Marguerite,

Vu les avis des Comités Techniques d'Etablissement des Centres Hospitaliers d'Auxerre, d'Avallon, de Clamecy et du Tonnerrois, du Centre Hospitalier Spécialisé de l'Yonne, de la Polyclinique Ste Marguerite et de la Maison Départementale de Retraite de l'Yonne,

Vu les délibérations des conseils de surveillance des Centres Hospitaliers d'Auxerre, d'Avallon, de Clamecy et du Tonnerrois, du Centre Hospitalier Spécialisé de l'Yonne, et les délibérations des conseils d'administration de la Polyclinique Ste Marguerite et de la Maison Départementale de Retraite de l'Yonne, relatives à la désignation de l'établissement support du groupement hospitalier de territoire,

Vu les avis des commissions médicales d'établissement des Centres Hospitaliers d'Auxerre, d'Avallon, de Clamecy et du Tonnerrois, du Centre Hospitalier Spécialisé de l'Yonne, de la Polyclinique Ste Marguerite et de la Maison Départementale de Retraite de l'Yonne, relatifs à la mise en place de l'instance médicale commune,

Article 1 :

Il est convenu la création d'un groupement hospitalier de territoire.

PARTIE I : PROJET MEDICAL PARTAGE ET PROJET DE SOINS PARTAGE DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Titre 1. ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU PROJET MEDICAL PARTAGE

Article 2 :

Les établissements parties à la présente convention établissent un projet médical partagé permettant aux patients du territoire un égal accès à des soins sécurisés et de qualité, grâce à une stratégie de prise en charge commune et graduée.

Pour ce faire, le projet médical partagé du groupement devra répondre objectifs suivants :

- Conforter l'offre de soins en comblant les difficultés relatives au recrutement médical qui concernent le plupart des filières de soins,
- Conforter le plateau technique du CHA,
- Assurer sur chaque territoire une offre de soins conforme aux besoins des établissements et à leur rôle (proximité, recours)
- Développer la prise en charge par filière et parcours de soins, et projet de soins individualisé
- Conforter le rôle de recours et d'appui du CHSY dans son domaine de la Santé Mentale,
- Promouvoir l'ambulatoire
- Renforcer avec la polyclinique Sainte Marguerite (chirurgies et SSR) et la Maison départementale de Retraite de l'Yonne (filières personnes âgées et personnes handicapées) la prise en charge des patients en recherchant les complémentarités et qualité de prise en charge,

Le projet de soins partagé du groupement hospitalier de territoire est défini en cohérence avec le projet médical partagé, par voie d'avenant dans un délai d'un an à partir de la conclusion de la présente convention.

PARTIE II : FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Titre 1. CONSTITUTION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

A. COMPOSITION

Article 3 :

Les établissements suivants, soussignés, sont parties au groupement hospitalier de territoire :

- Centre Hospitalier d'Auxerre, dont le siège est situé 2 boulevard de Verdun, 89 000 AUXERRE
- Centre Hospitalier d'Avallon, dont le siège est situé 1 rue de l'Hôpital, 89 200 AVALLON
- Centre Hospitalier de Clamecy, dont le siège est situé 14 route de Beaugy, 58 500 CLAMECY
- Centre Hospitalier du Tonnerrois, dont le siège est situé Chemin de Jumériaux, 89 700 TONNERRE
- Centre Hospitalier Spécialisé de l'Yonne, dont le siège est situé 4 Avenue Pierre Scherrer, 89 000 AUXERRE
- Polyclinique Ste Marguerite, dont le siège est situé 5 Avenue de la Fontaine Sainte-Marguerite, 89000 Auxerre, comme membre associé, mais qui sera un partenaire à part entière,

- Maison Départementale de Retraite de l'Yonne, dont le siège est situé 7, avenue de Lattre de Tassigny, 89 000 AUXERRE, comme membre associé, mais qui sera un partenaire à part entière,

Un autre établissement public de santé ou un autre établissement ou service médico-social public peut adhérer à la présente convention ultérieurement à sa signature, dès lors qu'il accepte sans réserve les stipulations de la présente convention, et qu'il n'est partie à aucun groupement hospitalier de territoire.

Son adhésion doit préalablement recueillir l'avis favorable du comité stratégique du groupement.

B. DENOMINATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Article 4 :

La dénomination du groupement hospitalier de territoire est :

« GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE SUD YONNE HAUT NIVERNAIS »

C. OBJET DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Article 5 :

Le Groupement Hospitalier de Territoire a pour objet la mise en œuvre d'une stratégie de prise en charge partagée et graduée des patients, dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité.

Il vise à garantir une offre de proximité ainsi que l'accès à une offre de référence et de recours dans le cadre du projet médical partagé, prévu au II de la présente convention, élaboré par les établissements.

Il assure la rationalisation des modes de gestion par la mise en commun de fonctions ou par des transferts d'activités entre établissements.

Il assure en lien :

- avec le CHU : une gestion des effectifs médicaux tant en ce qui concerne les assistants partagés, les internes, les postes partagés de PH mais également les externes. De même les domaines de recours du CHU seront listés.
- Avec la Maison Départementale de Retraite de l'Yonne, membre associé : l'organisation et le fonctionnement de la filière gériatrique est gérée de façon partagée, la MDRY participera à tout ou partie des domaines gérés dans le cadre du GHT en fonction de ses besoins,
- Avec la Polyclinique Sainte Marguerite d'Auxerre, membre associé : l'organisation et le fonctionnement de la chirurgie complète et ambulatoire est organisée en recherchant les complémentarités, la Polyclinique Sainte Marguerite d'Auxerre participera à tout ou partie des domaines gérés dans le cadre du GHT en fonction de ses besoins.

D. DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT SUPPORT

Article 6 :

L'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire est le Centre Hospitalier d'Auxerre, dont le siège est situé 2 boulevard de Verdun, 89 000 AUXERRE.

Cette désignation a été approuvée par au moins deux tiers des conseils de surveillance des établissements parties à la présente convention.

E. DROITS ET OBLIGATIONS DES ETABLISSEMENTS PARTIES

Article 7 :

Un établissement signataire ne peut être partie à une autre convention de Groupement Hospitalier de Territoire.

Un établissement partie, associé ou partenaire du présent Groupement Hospitalier de Territoire peut mener des actions de coopérations engagées dans un cadre conventionnel ou organique avec des personnes de droit public ou de droit privé.

Les partenariats conclus par les établissements signataires s'exercent dans le respect des actions menées au sein du présent groupement hospitalier de territoire et sont, le cas échéant, mis en conformité avec la présente convention dans un délai de 6 mois.

Les responsabilités inhérentes à l'exécution des missions confiées par la loi aux établissements de santé demeurent à la seule charge des établissements signataires, notamment vis-à-vis de leurs patients respectifs.

Les instances des établissements signataires restent compétentes, sous réserve des délégations de compétences qu'elles accordent, par délibération, aux instances du groupement.

La place spécifique de chaque établissement est prise en compte pour la mise en œuvre de la présente convention. A ce titre, la stratégie du groupement en matière santé mentale se fait dans le respect des secteurs psychiatriques. Chacun des établissements signataires conserve son mode de financement et perçoit à la tarification des actes réalisés dans le cadre des activités pour lesquelles il est autorisé.

Titre 2. ASSOCIATIONS ET PARTENARIATS DES ETABLISSEMENTS OU SERVICES AU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Article 8 :

Les établissements et services parties à la présente convention délèguent à l'établissement support la compétence de conclure, pour leur compte, les conventions de partenariats et association avec le Groupement Hospitalier de Territoire prévues à l'article L. 6132-1 du code de la santé publique avec :

- Les hôpitaux des armées ;
- Les établissements assurant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- Les établissements privés.

Article 9 :

Le Groupement Hospitalier de Territoire est associé au Centre Hospitalier Universitaire de Dijon qui, pour le compte des établissements partie au groupement, assure les missions mentionnées au IV de l'article L. 6132-3.

Cette association fait l'objet d'une convention entre le Centre Hospitalier Universitaire ainsi que l'établissement support du groupement.

Titre 3. GOUVERNANCE

A. COMITE STRATEGIQUE

Article 10 :

Le comité stratégique est chargé de se prononcer sur la mise en œuvre de la convention et du projet médical partagé du Groupement Hospitalier de Territoire.

De même il recherche en tant que de besoins avec d'autres GHT toute action commune pouvant favoriser les complémentarités et la recherche de professionnels de santé, notamment de médecins.

Composition

Il comprend :

- les directeurs des établissements visés à l'article 3 de la présente convention,
- les présidents des commissions médicales des établissements visés à l'article 3 de la présente convention,
- les présidents des commissions de soins infirmiers, de rééducation et médicotechniques visés à l'article 3 de la présente convention,
- Le président de la commission médicale de groupement
- Le médecin responsable du département d'information médicale de territoire
- ~~Le directeur de l'unité de recherche et de formation médicale~~

Fonctionnement

Le comité stratégique est présidé par le directeur de l'établissement support.

Il se réunit au moins une fois par semestre, sur convocation de son Président ou à la demande des deux tiers de ses membres.

Le comité stratégique adopte son règlement intérieur.

Le comité stratégique met en place un bureau restreint dont les compétences sont fixées par le règlement intérieur, dans le respect des dispositions de l'article L.6132-2 du Code de la santé publique.

Le bureau est composé de :

- Des Directeurs et directeurs délégués des établissements
- Des Présidents et/ou Vice-Présidents de CME des établissements
- Des chefs de pôles des établissements
- Des directeurs des soins des établissements

Le bureau se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son Président ou à la demande de deux tiers de ses membres.

B. INSTANCE MEDICALE COMMUNE

Article 11 :

Les commissions médicales d'établissement des établissements parties ont choisi de mettre en place une commission médicale de groupement.

Composition

Les présidents des commissions médicales d'établissement sont membres de droit de la commission médicale de groupement au titre de leurs fonctions.

La commission comprend :

- Des Présidents de CME des établissements
- Des Vice-Présidents de CME des établissements
- Trois représentants élus ou désignés par les CME de chaque établissement

Fonctionnement

La commission médicale de groupement se réunit 1 fois par an, sur convocation de son Président, ou à la demande des deux tiers de ses membres.

L'ordre du jour des questions soulevées en séance est transmis à ses membres au moins 7 jours avant la tenue de la séance.

La commission médicale de groupement adopte son règlement intérieur.

Compétences

La commission médicale anime la réflexion médicale de territoire de groupement. A ce titre, elle participe au diagnostic de l'offre de soins du groupement, à l'identification des filières de prise en charge des patients et à l'organisation de la gradation des soins au sein des sites du groupement. Elle donne un avis sur le projet médical partagé du groupement. Elle est tenue informée, chaque année, de sa mise en œuvre et du bilan dressé par son Président.

Les compétences déléguées à la commission médicale de groupement font l'objet d'un avenant adopté dans un délai de six mois à compter de la de la signature de la présente convention, après délibération des commissions médicales d'établissement.

C. INSTANCE COMMUNE DES USAGERS

Article 12 :

L'instance des usagers du groupement est mise en place dans un délai de six mois à compter de la signature de la présente convention, par avenant à la présente convention, après avis des commissions des usagers des établissements parties.

D. COMMISSION DES SOINS INFIRMIERS, DE REEDUCATION ET MEDICO-TECHNIQUES DE GROUPEMENT

Article 13 :

Composition

Les présidents des commissions des soins infirmiers, de rééducation et médicotechniques d'établissement sont membres de droit de la commission des soins infirmiers, de rééducation et médicotechniques de groupement au titre de leurs fonctions.

La commission des soins infirmiers, de rééducation et médicotechniques de groupement comprend :

- Des Présidents de CSIRMT des établissements
- Deux représentants élus ou désignés par les CSIRMT de chaque établissement

Fonctionnement

La commissions des soins infirmiers, de rééducation et médicotechniques de groupement se réunit 1 fois par an, sur convocation de son Président ou à la demande des deux tiers de ses membres.

L'ordre du jour des questions soulevées en séance est transmis à ses membres au moins 7 jours avant la tenue de la séance.

La commission des soins infirmiers, de rééducation et médicotechniques de groupement adopte son règlement intérieur.

Compétences

Les compétences déléguées à la commission soins infirmiers, de rééducation et médicotechniques de groupement font l'objet d'un avenant adopté dans un délai de six mois à compter de la de la signature de la présente convention, après délibération des commissions soins infirmiers, de rééducation et médicotechniques des établissements.

E. COMITE TERRITORIAL DES ELUS LOCAUX

Article 14 :

Composition

Le comité territorial des élus locaux est composé :

- des représentants des élus des collectivités territoriales aux conseils de surveillance des établissements parties au groupement
- des maires des communes siège des établissements parties au groupement
- des représentants des élus des collectivités territoriales aux conseils d'administration des établissements ou services médico-sociaux parties au groupement
- du président du comité stratégique
- des directeurs des établissements parties au groupement
- du président de la commission médicale de groupement

Fonctionnement

Le comité territorial des élus locaux élit son président parmi ses membres, pour une durée de 4 ans.

Le comité territorial des élus locaux se réunit au moins 2 fois par an.

Le comité territorial se réunit, soit à la demande du directeur du comité stratégique, soit à la demande de son président, soit à la demande d'au moins deux tiers de ses membres.

Compétences

Il est chargé d'évaluer les actions mises en œuvre par le groupement pour garantir l'égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité sur l'ensemble du territoire du groupement. A ce titre, il peut émettre des propositions et est informé des suites qui leur sont données.

F. CONFERENCE TERRITORIALE DE DIALOGUE SOCIAL

Article 15 :

Chacune des organisations syndicales présentes au sein d'au moins un comité technique d'établissement bénéficie d'un siège au sein de la conférence territoriale de dialogue social.

Lorsqu'elle est présente dans au moins deux tiers des comités techniques d'établissement, l'organisation syndicale bénéficie de 1 siège(s) supplémentaire au sein de la conférence.

Lorsque l'organisation syndicale est présente dans tous les comités techniques des établissements parties à la convention, elle bénéficie de 2 sièges.

La conférence est réunie au moins 1 fois par an, soit à la demande du président du comité stratégique, soit à la demande d'au moins la moitié des représentants siégeant au sein de l'espace, soit à la demande des représentants d'au moins deux tiers des établissements parties au groupement.

Les modalités de fonctionnement de la conférence territoriale de dialogue social sont définies dans le règlement intérieur du groupement.

Titre 4. FONCTIONNEMENT

Article 16 :

Les directeurs des établissements désignés à l'article 3 de la présente convention délèguent au directeur de l'établissement support les compétences suivantes, nécessaires à la mise en œuvre de ses missions :

- La représentation de l'établissement dans tous les actes de la vie civile et l'action en justice au nom de l'établissement, pour les compétences mutualisées au sein du groupement ;
- La gestion des affaires courantes et l'exécution des délibérations du conseil d'administration pour les compétences mutualisées au sein du groupement.

Ces compétences sont déléguées pour la durée de la présente convention.

Le directeur de l'établissement déléguant est tenu informé, dans le cadre du comité stratégique du groupement, de la mise en œuvre de ces délégations.

Article 17 :

Le directeur de l'établissement support, pour la réalisation des activités et fonctions mentionnées à l'article L 6132-3 du code de la santé publique, s'appuie sur les équipes de l'ensemble des établissements parties au groupement.

Un organigramme sera validé par le comité stratégique dans les 6 mois suivant la signature de la présente convention.

Titre 5. PROCEDURE DE CONCILIATION

Article 18 :

En cas de litige ou de différend survenant entre les parties au groupement à raison de la présente convention ou de son application, les parties s'engagent expressément à soumettre leur différend, après avis du comité stratégique, à l'ARS Bourgogne Franche Comté.

Titre 6. EVOLUTION DE LA CONVENTION

Article 19 :

La présente convention pourra évoluer en fonction des ajustements nécessaires. Toute modification interviendra par voie d'avenant.

Titre 7. COMMUNICATION DES INFORMATIONS

Article 20 :

La présente convention et tout avenant ultérieur seront communiqués pour information aux directeurs des établissements désignés à l'article 3 de la présente convention dans un délai d'un mois suivant leur signature.

Chacune des parties s'engage à communiquer aux autres toutes les informations qu'elle détient et qui sont nécessaires à la mise en œuvre du groupement, et notamment la liste de toutes les coopérations dans lesquelles chaque partie est engagée.

Titre 8. DUREE ET RECONDUCTION

Article 21 :

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans et est renouvelée par tacite reconduction.

Fait à Auxerre, le 24 juin 2016

Le Maire,
Président du conseil de
surveillance,
Centre hospitalier d'Auxerre

Guy FEREZ

Le Directeur,
Centre hospitalier d'Auxerre,

Pascal GOUIN

Le Président de la CME,
Centre hospitalier d'Auxerre,

Dr François Xavier SOTO

Le Maire,
Président du conseil de
surveillance
Centre hospitalier d'Avallon,

Jean Yves CAULLET

Le Directeur,
Centre hospitalier d'Avallon,

Matthieu VILLECOURT

Le Président de la CME,
Centre hospitalier d'Avallon,

Dr Alfred NABALMA

Le Maire,
Président du conseil de
surveillance,
Centre hospitalier
Tonnerrois,

Dominique AGUILAR

Le Directeur,
Centre hospitalier
du Tonnerrois,

Frédéric ROUSSEL

Le Président de la CME,
Centre hospitalier
du Tonnerrois,

Dr Yves LESEUR

Le Maire,
Président du conseil de
surveillance
Centre hospitalier de Clamecy

Claudine BOISORIEUX

Les Directeurs,
Centre hospitalier de Clamecy,

Véronique DHENAIN

Le Président de la CME,
Centre hospitalier de Clamecy,

Dr Célestin BAWENA

Le Maire,
Président du conseil de
surveillance
Centre hospitalier spécialisé de
l'Yonne

Patrick GENDRAUD

Le Directeur,
Centre hospitalier spécialisé de
l'Yonne,

Yves BUZENS

Le Président de la CME,
Centre hospitalier spécialisé de
l'Yonne,

Dr Michel THUILLIER

Avenant n°1
à la Convention constitutive
du Groupement hospitalier de territoire
Sud Yonne Haut Nivernais

RAPPEL DES REFERENCES JURIDIQUES – VISAS

Vu les articles L 6132-1 à L 6132-6 du code de la Santé Publique instituant les groupements hospitaliers de territoire,

Vu le décret d'application n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire,

Vu l'arrêté portant adoption du projet régional de santé, notamment le schéma régional d'organisation des soins de Bourgogne Franche-Comté,

Vu l'arrêté du 4 novembre 2016 approuvant la convention constitutive du Groupement hospitalier Sud Yonne – Haut Nivernais ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2017 modifiant la composition du Groupement hospitalier Sud Yonne – Haut Nivernais ;

Vu les délibérations, adoptées dans les mêmes termes, des conseils de surveillance des Centres hospitaliers d'Auxerre, d'Avallon, de Clamecy et du Tonnerrois, relatives à la désignation de l'établissement support du G.H.T.,

Vu les avis des conseils de surveillance des Centres hospitaliers d'Auxerre, d'Avallon, de Clamecy et du Tonnerrois,

Vu les concertations avec les directoires des Centres hospitaliers d'Auxerre, d'Avallon, de Clamecy et du Tonnerrois,

Vu les avis des Commissions Médicales d'Etablissement des Centres hospitaliers d'Auxerre, d'Avallon, et de Clamecy,

Vu les avis des Comités Techniques d'Etablissement du Centre hospitaliers d'Auxerre, d'Avallon, et de Clamecy,

**Avenant n°1
à la Convention constitutive
du Groupement hospitalier de territoire
Sud Yonne Haut Nivernais**

Article 1 – Objet de l’avenant

Le présent avenant vient compléter la convention constitutive du Groupement hospitalier de territoire Sud Yonne Haut Nivernais en élargissant la liste de établissements parties au Centre hospitalier spécialisé de l'Yonne (CHSY).

Article 2 – Modifications d’articles

Dans la Partie II- Fonctionnement du groupement hospitalier de territoire, dans le Titre 1) Constitution du groupement hospitalier de territoire et dans le A-Composition :

- ▶ est rajouté à la liste des établissements parties au GHT mentionnés à l'article 3 :
 - Le Centre Hospitalier Spécialisé de l'Yonne, dont le siège est situé 4 Avenue Pierre Scherrer, 89000 AUXERRE
- ▶ est supprimé de la liste des établissements associés au GHT mentionnés à l'article 3 bis :
 - Le Centre Hospitalier Spécialisé de l'Yonne, dont le siège est situé 4 Avenue Pierre Scherrer, 89000 AUXERRE

Article 3 – Liens avec le GHT Nord Yonne

Conformément à l'article 7 de la convention, il est rappelé qu'un établissement partie du présent groupement hospitalier de territoire peut mener des actions de coopérations engagées dans un cadre conventionnel ou organique avec des personnes de droit public ou de droit privé.

Le Centre hospitalier spécialisé de l'Yonne reste associé au GHT Nord Yonne et maintient à ce titre sa participation au projet médical partagé de ce GHT.

Article 4 – Gouvernance

Les représentants du CHSY intègrent l'ensemble des instances de gouvernance du GHT en tant qu'établissement partie, dont les bureaux et commissions restreintes.

Comité stratégique

Le directeur du CHSY, le président de la commission médicale du CHSY et le président de la commissions de soins infirmiers, de rééducation et médicotechniques du CHSY siègent au comité stratégique.

Le directeur du CHSY, le président de la commission médicale du CHSY et le vice-président de de la commission médicale du CHSY siègent au bureau du comité stratégique.

Commission médicale du groupement

Le président de la commission médicale du CHSY, le vice-président de la commission médicale du CHSY et trois représentants au plus élus ou désignés par la Commission médicale d'établissement du CHSY siègent à la commission médicale du groupement.

Ils siègent également à la commission restreinte en tant que représentants d'un établissement partie du GHT.

Comité des usagers du groupement

Deux représentants des usagers désignés par le CHSY et leurs suppléants siègent au comité des usagers du groupement.

Commission des soins infirmiers, de rééducation et médicot techniques

Le président de la commission des soins infirmiers, de rééducation et médicot techniques du CHSY ou un représentant dûment désigné par le CHSY siège à la commission des soins infirmiers, de rééducation et médicot techniques de groupement.

Deux représentants soignants au plus élus ou désignés par la commission des soins infirmiers, de rééducation et médicot techniques du CHSY ou par le représentant du CHSY siègent à la commission de soins infirmiers, de rééducation et médicot technique du CHSY.

Les trois représentants du CHSY siègent également à la commission restreinte en tant que représentants d'un établissement partie du GHT.

Comité territorial des élus locaux

Le président du conseil d'administration du CHSY, les représentants des élus des collectivités territoriales siégeant au conseil d'administration du CHSY, le directeur et le président de la commission médicale du CHSY siègent au comité territorial des élus locaux.

Ils siègent également au comité territorial restreint des élus locaux en tant que représentants d'un établissement partie du GHT.

Conférence territoriale de dialogue social

Chacune des organisations syndicales présentes au sein du comité technique d'établissement du CHSY bénéficie d'un siège au sein de la conférence territoriale de dialogue social.

Lorsqu'une organisation syndicale est présente dans au moins deux tiers des comités techniques ou comités d'établissement, elle bénéficie d'un siège supplémentaire au sein de la conférence.

Lorsqu'une organisation syndicale est présente dans tous les comités techniques ou comités d'établissement des établissements membres du GHT, elle bénéficie d'un deuxième siège supplémentaire.

Les membres de la conférence territoriale de dialogue social appartenant au CHSY siègent à la conférence de dialogue social restreinte.

Fait à Auxerre, le 31 / 08 / 2017 (entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2017)

Les Directeurs des établissements parties au GHT

Le Directeur,
Pascal GOUIN
Centre hospitalier d'Auxerre,
Directeur de la direction commune
CH Auxerre-Avallon-Clamecy-Tonnerre

Le Directeur,
Matthieu VILLECOURT
Centre hospitalier d'Avallon,

Le Directeur,
Frédéric ROUSSEL
Centre hospitalier du Tonnerrois,

Les Directeurs,
Jérôme LE THOMAS
Centre hospitalier de Clamecy

Véronique DHENAIN
Centre hospitalier de Clamecy

Le Directeur,
Yves BUZENS
Centre hospitalier spécialisé de l'Yonne

